



La naissance d'une dette agricole et alimentaire

Par [Eric De Ruest](#) et [Renaud Duterme](#)

Mondialisation.ca, 04 février 2019

[CADTM](#) 30 janvier 2019

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Photo : CC - Flickr - Benno Hansen

Dans un rapport accablant sur l'alimentation publié par la revue médicale *The Lancet*, les auteurs pointent notamment la responsabilité des multinationales de l'agroalimentaire dans la double épidémie de sous-alimentation et d'obésité qui touche notre planète. Ils dénoncent également leur responsabilité dans le réchauffement climatique. L'occasion de publier ci-dessous un chapitre tiré du livre [La dette cachée de l'économie](#), dans lequel nous analysons les origines et les dérives de ce système moribonde, dominé par l'agrobusiness.

S'il est bien un domaine où la géographie Nord-Sud garde toute sa pertinence, c'est celui de l'alimentation mondiale. Il suffit d'observer la carte du monde de la malnutrition pour constater les ravages de la faim dans les pays du tiers-monde. C'est là un des plus grands échecs du système économique actuel : alors que la production agricole n'a jamais été aussi abondante, une personne sur sept souffre de la faim, au moins un tiers des aliments produits sont gaspillés [1] et le nombre de personnes en surpoids dépasse désormais le nombre d'affamés. Ces chiffres démontrent à eux seuls l'absurdité du modèle agricole dominant, gangrené par des impératifs de profit sans borne et de concurrence à outrance. Or les causes historiques expliquant cette situation sont précisément les mêmes que celles qui expliquent la dette écologique : colonisation, exploitation intensive, plans d'ajustement structurel... En d'autres termes, les modifications de la production agricole, d'abord par le colonisateur, ensuite par les institutions financières internationales à travers les règles du jeu du commerce mondial, imposent de reconnaître que la dette agricole, alimentaire, fait partie intégrante de la dette écologique. En effet, les facteurs affectant l'environnement finissent toujours par avoir une incidence sur l'alimentation des populations.

Une vieille histoire

Une fois de plus, pour comprendre les inégalités alimentaires d'aujourd'hui, il faut revenir quelques siècles en arrière. Dès la colonisation, la structure de la production alimentaire des pays du tiers-monde fut totalement transformée dans le but de fournir aux métropoles les ressources dont elles avaient besoin. La promotion du « tout-à-l'exportation » au détriment des cultures vivrières rendit ces pays extrêmement vulnérables aux aléas climatiques. Mike Davis démontre ainsi de façon magistrale la responsabilité des politiques coloniales dans de nombreuses famines survenues au XIX^e siècle dans la « périphérie » à la suite d'une série de sécheresses liées au courant marin El Niño. Dans de nombreux pays, écrit-il, « la sécheresse acheva une paysannerie déjà mise à genoux par l'ouverture au marché mondial » [2].

Car, à l'instar des paysans anglais plusieurs siècles auparavant, des milliers de producteurs

furent rendus dépendants d'un approvisionnement extérieur, aux conditions du marché, par la soumission de l'agriculture au modèle colonial capitaliste. Les conséquences en sont encore visibles aujourd'hui, 70 % des pays du Sud étant des importateurs nets de produits alimentaires [3].

Cette mise au pas des agriculteurs du Sud se poursuit après les indépendances. Ici encore, l'utilisation de la dette fut fondamentale, puisque les plans d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale ne firent que renforcer la priorité déjà donnée aux cultures d'exportation, nécessaires à l'accumulation de devises [4]. C'est ainsi que la dépendance au marché mondial des pays du tiers-monde s'accrut. Le meilleur (ou le pire ?) exemple en est probablement Haïti, qui, autrefois autosuffisant, est aujourd'hui contraint d'importer du riz, notamment en provenance des États-Unis [5].

Un système truqué

L'ouverture des frontières commerciales promue par les institutions financières internationales depuis les années 1980 a eu des conséquences particulièrement désastreuses pour l'alimentation de peuples entiers. Dans l'agriculture comme dans l'industrie, les grandes puissances (Grande-Bretagne, États-Unis, Japon) se sont développées en protégeant leurs producteurs de la concurrence étrangère. Ce n'est qu'une fois établie leur position de force qu'elles se permettaient, sous couvert de libéralisme, d'imposer le libre-échange à leur « partenaires » les moins compétitifs. Toutes proportions gardées, cela reste encore vrai aujourd'hui, et cela passe notamment par le mécanisme de la dette. Marcel Mazoyer, ingénieur agronome, résume la situation de la façon suivante : « Le FMI et la Banque mondiale se pressent auprès des pays endettés pour leur imposer un libre-échange agricole [...]. La baisse des protections a été une des conditions à l'attribution de nouveaux crédits, qui étaient conçus pour rembourser la dette, perpétuant ainsi le cycle infernal [6]. » De cette façon, on a assisté à une mise en concurrence de l'ensemble des agriculteurs de la planète, des exploitations agro-industrielles latifundiaries du Brésil ou d'Australie aux petits paysans, en passant par les agriculteurs subventionnés d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Car une autre « trahison » de ce système qui se prétend « libéral », c'est le deux poids, deux mesures qui caractérise les relations économiques mondiales. Alors que l'on interdit aux États du Sud, via les plans d'ajustement structurel ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de soutenir leurs petits producteurs, les gouvernements étasunien et européens subventionnent leurs agriculteurs à coups de milliards de dollars. Les règles du jeu sont donc biaisées, comme l'explique Marcel Mazoyer : « Les subventions généreusement accordées par le Nord conduisent à un système qui leur permet de vendre en dessous de leur prix de revient [...]. Alors qu'ils imposent le libre-échange à tout le monde, ils s'autorisent à truquer les règles des subventions, qui viennent compenser la différence qui existe entre le prix de marché international et le prix de revient de leurs agriculteurs. » De l'autre côté, poursuit-il, « les pays pauvres ne peuvent pas faire de même parce qu'ils n'ont pas les ressources budgétaires pour subventionner leurs producteurs [...]. Le prix international devient inférieur au prix de revient de 80 % des paysans dans le monde. Et s'ils ne sont pas aidés, ils mourront de pauvreté et de faim, ou seront obligés de quitter leur ferme [7] ». C'est un véritable dumping, qui permet d'expliquer pourquoi des aliments européens se retrouvent sur des marchés d'Afrique à un prix inférieur à celui des produits locaux, plongeant les producteurs dans la détresse.

La Politique agricole commune (PAC) est révélatrice de ce pernicieux système. Instaurée à

l'origine pour assurer la sécurité alimentaire de l'Europe, elle constitue aujourd'hui une machine de destruction de la petite agriculture, promouvant à tout-va l'agriculture industrielle, notamment à travers la libéralisation des prix et une politique de subsides favorable aux grands groupes agroalimentaires [8]. Les effets sont également négatifs au Nord, puisque le nombre d'agriculteurs chute d'année en année, ce qui accroît toujours plus la taille des exploitations restantes [9].

Une contre-réforme agraire

Un autre élément permettant de comprendre l'impasse agricole dans laquelle nous nous trouvons est la répartition des terres arables. Les politiques foncières promues depuis la colonisation et jusqu'à nos jours représentent de véritables contre-réformes agraires, puisqu'elles entraînent une concentration toujours plus importante des terres dans des mains toujours moins nombreuses. Depuis plusieurs siècles, l'accaparement des terres ne cesse de s'accroître, enrichissant une poignée de propriétaires terriens et d'entreprises transnationales au détriment des petits producteurs, souvent contraints de travailler sous contrat salarié dans de grandes exploitations ou de rejoindre les périphéries des mégapoles. La sociologie des populations souffrant de la faim est d'ailleurs emblématique : 75 % sont des ruraux (parmi lesquels 9 sur 10 sont des paysans pauvres, des ouvriers agricoles mal payés et leur famille), les 25 % restants étant des producteurs agricoles condamnés à l'exode par la pauvreté et la faim [10].

Le fait que la très grande majorité des paysans soient dépourvus de terres est également révélateur de la détresse alimentaire mondiale actuelle. Les travailleurs agricoles sont souvent contraints de produire avant tout pour le marché mondial, au détriment de leurs propres besoins. Même la situation des petits propriétaires est difficile, car leurs engagements financiers (prêts pour l'achat des semences, du matériel agricole, etc.) les obligent à produire pour rembourser leur dette. Sur l'autre plateau de la balance, les grands propriétaires pratiquent sur des surfaces considérables une culture intensive de produits tropicaux, d'aliments à destination du bétail ou d'agrocarburants, principalement destinés aux marchés et aux consommateurs moyens du Nord, mais aussi, de plus en plus souvent, à ceux des pays émergents (sans oublier les milliers d'hectares laissés en jachère à des fins spéculatives).

On voit bien ici que le problème de la faim n'est pas tant une question de quantités produites que d'accès à la terre. Ces dix dernières années, le phénomène d'accaparement des terres a littéralement explosé, concernant plus de 200 millions d'hectares [11]. Outre les entreprises et les investisseurs financiers (spéculateurs, banques, fonds de pension, *hedge funds*...), ce sont les États manquant de potentialités agricoles qui achètent des milliers d'hectares. On assiste ainsi à une véritable ruée vers les terres arables de la part de l'Arabie Saoudite, du Qatar, de l'Union européenne ou encore de la Corée du Sud. Et de nombreux États se voient contraints de vendre leurs terres aux plus offrants, notamment pour satisfaire les exigences du FMI.

Le système agro-alimentaire mondial

Depuis ses débuts, le capitalisme entraîne une concentration des moyens de production. Celle-ci a probablement atteint un niveau inégalé dans l'histoire de l'humanité avec l'avènement de l'économie mondialisée.

Le secteur de l'alimentation n'échappe pas à la règle. Cette concentration représente un

facteur d'explication décisif de l'insécurité alimentaire dans laquelle vit une bonne partie de la population mondiale. Le système agricole est en effet tenu par quelques multinationales tentaculaires qui ont la haute main sur les filières agricoles en amont et en aval. Par exemple, dix entreprises contrôlent aujourd'hui à elles seules la moitié du marché mondial des semences commerciales [12]. Et les semences ne sont pas l'unique secteur concerné. Selon l'association Grain, ces deux dernières décennies ont été le théâtre d'un changement radical : les grandes entreprises contrôlent désormais la production en tant que telle, notamment par le biais de l'agriculture contractuelle. Concrètement, la puissance de ces conglomérats leur permet de soumettre des producteurs à leurs normes et exigences, conduisant à la faillite les moins aptes à y répondre. Ces normes peuvent être quantitatives, qualitatives ou sanitaires. Par ce moyen, les grandes entreprises ont le pouvoir d'imposer partout la monoculture (désastreuse pour la biodiversité et à l'origine de « déserts verts [13] »), de saper les systèmes de semences paysans et de s'introduire dans les marchés locaux [14]. Et il est inutile de souligner leur poids dans la fixation des prix et des marchés de ressources nécessaires à la survie.

Le cas de Cargill est emblématique. Cette multinationale dont le chiffre d'affaires se compte en dizaines de milliards de dollars est spécialisée dans le négoce de l'huile de palme, la canne à sucre, l'élevage laitier, le bétail, les volailles, les porcs et l'aquaculture. Selon Jean Ziegler, la structure de cette société lui permet de stocker d'énormes quantités de blé, de riz ou de maïs dans l'attente de prix plus rémunérateurs ; lorsque ces prix sont d'actualité, elle peut écouler sa marchandise sur les cinq continents en un temps record [15]. Ziegler explique : « *Les oligopoles pèsent de tout leur poids pour imposer les prix alimentaires à leur avantage, c'est-à-dire au niveau le plus élevé possible. Mais quand il s'agit de conquérir un marché local, d'éliminer des concurrents, les seigneurs des grains pratiquent volontiers le dumping.* »

L'organisation actuelle de l'agriculture a donc pour effet, d'une part, de désarmer totalement les économies du Sud et, d'autre part, de standardiser la production agricole en se focalisant uniquement sur les cultures potentiellement les plus rémunératrices.

La bourse aux matières premières

Chicago, Kansas City, Minneapolis : ces trois villes étasuniennes situées de part et d'autres de la *Corn Belt* [16] ont en commun d'abriter les principales places boursières où se négocient les prix des matières premières agricoles. Compte tenu de la situation évoquée précédemment, elles sont devenues de plus en plus déterminantes pour l'avenir alimentaire de plusieurs milliards de personnes. Les deux dernières décennies ont vu augmenter comme jamais auparavant la volatilité des cours des matières agricoles, créant inévitablement un terrain de jeu idéal pour les spéculateurs. La finance, en collaboration avec les multinationales dominantes du commerce agricole, a transformé les courbes des prix alimentaires en montagnes russes. Bien évidemment, à l'autre bout de la chaîne, ce sont les plus démunis qui subissent de plein fouet les effets de cette instabilité.

Le paroxysme de cette situation a été atteint en 2008, lorsque les prix des principaux aliments de base (blé, riz, maïs) ont littéralement explosé, tandis que ceux des matières premières cultivées par de nombreux agriculteurs (cacao, thé, café) restaient stables et relativement bas. La plupart du temps, ce sont les aléas climatiques et l'insuffisance de l'offre par rapport à une demande croissante qui sont pointés du doigt comme responsables des hausses de prix. Ces explications comportent certes une part de vérité (mauvaises récoltes, augmentation de la consommation de viande dans les pays émergents,

agrocarburants...), mais force est de constater que la spéculation aggrave grandement le mal, notamment en raison du comportement moutonnier des investisseurs financiers, pour qui les perspectives de profit passent bien avant l'alimentation de centaines de millions de personnes. Ainsi, à la suite de la débâcle boursière de 2007, l'afflux considérable de fonds sur les marchés agricoles a empêché des populations entières d'acheter de la nourriture, ce qui a donné lieu à des émeutes de la faim dans une quinzaine de pays [17]. Cela s'explique par le fait que, « dans les ménages des pays pauvres, 60 à 80 % du budget total est dépensé pour les produits alimentaires [18] ». On pourrait penser qu'une hausse des prix favorise les petits producteurs, mais il n'en est rien, pour deux raisons : en premier lieu, une grande partie de ces derniers (principalement au Sud) sont des acheteurs nets de produits alimentaires, c'est-à-dire qu'ils consacrent plus d'argent aux dépenses alimentaires qu'ils n'en gagnent en vendant leur production ; en second lieu, les coûts de production (énergie, fertilisants...) ont tendance à augmenter parallèlement aux prix des matières premières [19]. Par conséquent, la hausse du chiffre d'affaires de ces producteurs est directement absorbée par l'augmentation des coûts. En conséquence, les paysans se retrouvent dans une situation d'instabilité profonde. Ils sont de plus en plus nombreux à être contraints de s'endetter, de vendre leur matériel, leur cheptel ou leur terre. Ils fournissent bientôt une main-d'œuvre saisonnière bon marché et vont grossir la population des bidonvilles.

Étonnamment, ces éléments d'explication sont souvent tus par les grandes institutions financières internationales, pour qui la question de la faim se réduit à une insuffisance de la productivité. Les remèdes proposés - industrialisation de l'agriculture et libéralisation des marchés agricoles - ne font donc qu'aggraver le mal.

À noter que la pénurie alimentaire peut également devenir source de profit. À l'instar des commerçants sans scrupules qui, en période de famine, stockaient des aliments afin de s'enrichir sur le dos des affamés, il existerait une spéculation sur des espèces menacées d'extinction. Ainsi, la firme Mitsubishi, qui contrôle 40 % du marché du thon rouge, congèle des quantités astronomiques de ce poisson. De là à prédire que, en cas d'effondrement des réserves naturelles, les quantités stockées pourront se marchander à des prix colossaux, il n'y a qu'un pas [20] ...

Contre les paysans, contre la nature, contre les consommateurs...

Nul besoin d'être agronome pour comprendre que tout ce qui précède engendre un système à la fois absurde, dangereux, injuste et insoutenable :

- absurde, cela se voit dans notre assiette : standardisation des produits [21], aliments transportés, pour la plupart, sur des milliers de kilomètres [22] (pommes du Chili, haricots du Kenya...), fruits et légumes sans saveur, omniprésence de la malbouffe, multiplication des scandales alimentaires [23], gaspillage considérable lors de la production, du transport et de la consommation...
- dangereux du fait de l'usage de pesticides [24] et d'antibiotiques, du manque de vitamines dans les aliments dû à la standardisation des produits, des épidémies animales récurrentes [25], de l'absence de traçabilité des produits [26], de l'explosion des taux d'obésité...
- injuste à cause de la concentration des exploitations (en France, leur taille a été multipliée par 70 en quarante ans) [27], de la perte d'accès au marché des semences, des profits faramineux réalisés par une classe de spéculateurs et

d'industriels, de la faim dans laquelle vivent des millions d'autres, de l'appauvrissement des petits agriculteurs (au Sud comme au Nord) [28], de la déshumanisation de leur métier, qui s'apparente de plus en plus à un travail de technicien [29]...

- insoutenable en raison de l'appauvrissement de la biodiversité (végétale et animale), des monocultures, de l'érosion, de la déforestation, des émissions de gaz à effet de serre (CO2 et méthane principalement) [30], de la pollution des nappes phréatiques (notamment par le lisier), des conditions de vie déplorables des animaux, de la destruction des paysages, de la surconsommation d'eau, de pétrole, de terres...

L'état actuel de l'agriculture mondiale est donc une parfaite illustration du fait que les peuples subissent les conséquences de décisions prises par une infime minorité (les 1 %) pour qui la conduite des affaires est uniquement guidée par des perspectives de profit à court terme. On voit là les effets néfastes que peuvent avoir dans la vie quotidienne de la majorité la concentration des pouvoirs et l'absence de démocratie économique. Par conséquent, l'agro-business et ses acteurs (spéculateurs, financiers, grands propriétaires fonciers) doivent être considérés comme débiteurs d'une dette agricole et alimentaire vis-à-vis de la majorité. Reconnaître cela doit nous conduire à nous réapproprier notre alimentation, par le démantèlement des grands groupes, l'imposition de véritables réformes agraires, la mise en œuvre de politiques de soutien aux petits producteurs et aux pratiques de l'agroécologie (plus efficace que l'agriculture intensive [31]), une relocalisation de la production, et surtout une autonomie nationale, régionale et locale accrue. En somme, il faut interrompre le creusement de cette dette alimentaire en déconcentrant la production agricole et en promouvant une agriculture de proximité, par et pour les paysans.

Eric De Ruest , Renaud Duterme

Notes :

[1] Chiffres de la FAO publiés en septembre 2013 : <http://www.fao.org/docrep/018/i3347e/i3347e.pdf>.

[2] Mike Davis, *Génocides tropicaux*, Paris, La Découverte, 2006.

[3] Grain, *L'Écologiste*, n° 26, été 2008.

[4] Voir Eric de Ruest et Renaud Duterme, *La dette cachée de l'économie*, chapitre 2

[5] Sophie Perchellet, *Haïti. Entre colonisation, dette et domination*, Liège, CADTM/PAPDA, 2010.

[6] Marcel Mazoyer, « La situation agricole et alimentaire mondiale et ses conséquences pour l'Afrique », 2006, <http://www.gabrielperi.fr/Communication-de-Marcel-Mazoyer>.

[7] *Ibid.*

[8] Un exemple parmi d'autres : en 2012, le premier bénéficiaire français de la PAC a été le groupe Doux, spécialisé dans l'élevage de volailles. Il a empoché pas moins de 55 millions d'euros (<http://farmsubsidy.openspending.org/FR/2012/>), alors que son chiffre d'affaires pour 2010 s'élevait à 1,406 milliard d'euros (<http://www.doux.com/-Panorama-financier-.html>).

[9] En Belgique, le nombre de fermes est passé de 114 000 en 1980 à moins de 40 000 aujourd'hui. Le nombre de fermes perdues chaque année est estimé à 3 000. Les chiffres sont tout aussi catastrophiques dans les autres pays d'Europe. Depuis la mise en place de la PAC, 80 % des agriculteurs de l'Union européenne ont été contraints de cesser leur activité. Voir *Marianne* (Belgique), n° 21, juillet-août 2013.

[10] Marcel Mazoyer, « La situation agricole et alimentaire mondiale et ses conséquences pour l'Afrique », *op. cit.*

[11] Chiffres du Centre national de coopération au développement (CNCDD), Bruxelles, 2013.

[12] Grain, *Hold-up sur l'alimentation*, Genève, CETIM, 2012, p. 25.

[13] Il s'agit des monocultures industrielles d'arbres principalement destinés à l'exportation.

[14] Grain, *Hold-up sur l'alimentation*, *op. cit.*

[15] Jean Ziegler, *Destruction massive. Géopolitique de la faim*, Paris, Seuil, 2011, p. 160-162.

[16] La *Corn Belt*, qui s'étend de part et d'autre des Grands Lacs, est une zone agricole majeure aux États-Unis.

[17] Voir notamment Damien Millet, Éric Toussaint, *La crise, quelles crises ?*, Bruxelles, Aden, 2010.

[18] CNCDD, Oxfam, SOS Faim, Fairfin, « La Complicité des banques belges dans la spéculation sur l'alimentation », juin 2013.

[19] *Ibid.*

[20] <http://www.independent.co.uk/environment/nature/revealed-the-bid-to-corner-worlds-bluefin-tuna-market-1695479.html>.

[21] Cette standardisation est renforcée par l'interdiction faite aux paysans européens de reproduire et échanger des semences absentes des catalogues officiels. Voir http://www.rtb.be/info/societe/detail_les-semences-de-varietes-traditionnelles-ne-peuvent-plus-etre-co

[mmercialisees?id=7809281](#).

[22] Cinq mille kilomètres en moyenne, selon Esther Vivas, « Occuper le système agricole et alimentaire », <http://esthervivas.com/francais/occuper-le-systeme-agricole-et-alimentaire/>.

[23] Le dernier en date fut la découverte de viande de cheval dans des lasagnes industrielles.

[24] On dénombre 3 millions de cas d'empoisonnement chaque année selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), citée par l'association Frères des hommes, 2013.

[25] Ces épidémies sont grandement facilitées par l'industrialisation de l'élevage. « On a assisté à un changement dans la nature des exploitations, qui a transformé les anciens clos de l'élevage traditionnel en de vastes enfers saturés d'excréments, concentrant des dizaines, voire des centaines de milliers d'animaux aux systèmes immunitaires affaiblis, réduits à suffoquer dans la chaleur et le lisier tout en échangeant à toute vitesse leurs agents pathogènes avec leurs compagnons d'infortune et leur pathétique progéniture. » Mike Davis, « Le capitalisme et la grippe porcine », <http://www.contretemps.eu/interventions/mike-davis-capitalisme-grippe-porcine>

[26] Voir Jean-Pierre Coffe, *Arrêtons de manger de la merde !*, Paris, Flammarion, 2013.

[27] Isabelle Saporta, *Le Livre noir de l'agriculture*, Paris, Fayard, 2011.

[28] En France, les agriculteurs représentent la catégorie professionnelle la plus touchée par le suicide.

[29] Isabelle Saporta, *Le Livre noir de l'agriculture*, *op. cit.*

[30] Selon Grain, le mode de production actuel de notre nourriture serait responsable de près de la moitié des émissions totales de gaz à effet serre d'origine humaine.

[31] Voir notamment Vincent Liegey, Stéphanie Madelaine, Christophe Ondet, Anne-Isabelle Veillot, *Un projet de décroissance*, Paris, Utopia, 2013, p. 91-97.

La source originale de cet article est [CADTM](#)

Copyright © [Eric De Ruest](#) et [Renaud Duterme](#), [CADTM](#), 2019

Articles Par : **[Eric De Ruest](#)**
et **[Renaud Duterme](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca